



Numéro PPQ/6816

vendredi 4 avril 2014

ACTUALITES EN BREF DU VENDREDI

- A Prague, Ban appelle le monde à s'attaquer aux défis du 21ème siècle
- Centrafrique : l'ONU enquête sur un incident meurtrier impliquant des soldats tchadiens
- Journée de la lutte antimines : l'ONU souhaite un rôle accru des femmes
- Afghanistan : l'ONU condamne une attaque contre deux journalistes de l'agence de presse AP
- Amos appelle à soutenir davantage le Liban face à la crise des réfugiés syriens
- Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité appelle à des élections pacifiques le 13 avril
- Europe et Asie centrale : la FAO veut renforcer les petites exploitations agricoles

A Prague, Ban appelle le monde à s'attaquer aux défis du 21ème siècle



Le Secrétaire général Ban Ki-moon (à gauche) montre la médaille d'or qu'il a reçue à l'Université Charles de Prague.
Photo ONU/Evan Schneider

4 avril - De la réduction de la faim et de la pauvreté à la lutte contre les changements climatiques, le monde fait face à d'énormes défis qui ne peuvent être résolus que de manière collective, a souligné vendredi le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans un discours prononcé à Prague.

« Nous sommes à la croisée des chemins. Il y a trois questions sur l'agenda mondial pour l'année à venir qui façonneront la vie des gens pour les générations à venir. 2015 sera une année de choix globaux », a déclaré M. Ban dans un discours prononcé devant des étudiants tchèques à l'Université Charles.

Tout d'abord, a-t-il noté, il est essentiel d'accélérer les progrès pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dont l'échéance a été fixée à 2015. « Des progrès importants ont été réalisés. La pauvreté dans le monde a été réduite de moitié. Davantage d'enfants vont à l'école », a-t-il souligné. « Mais il y a un long chemin à parcourir. L'extrême pauvreté affecte encore plus d'une personne sur sept sur Terre. La faim affecte près d'un milliard de personnes. »

« J'exhorte la communauté internationale à ne ménager aucun effort pour accélérer les progrès pour atteindre les OMD l'année prochaine », a dit le Secrétaire général.

Deuxièmement, M. Ban a jugé nécessaire d'inaugurer un avenir durable tout en s'adaptant à l'évolution du paysage mondial. « Nous sommes en train de tirer les leçons de l'expérience des OMD alors que nous nous efforçons d'élaborer un programme à long terme qui va définir les efforts de développement pour la prochaine génération », a-t-il dit.

Un troisième défi est la lutte contre les changements climatiques, un problème que le chef de l'ONU a mis en lumière lors de visites à travers le monde, notamment récemment au Groënland, où la glace fond rapidement.

Vendredi, dans la capitale tchèque, il a visité un système de protection contre les inondations, un projet qui permet à Prague



de s'adapter au défi des changements climatiques.

« Partout dans le monde, les changements climatiques représentent une menace existentielle - mais si nous exploitons les possibilités liées à la lutte contre les changements climatiques, nous pouvons tirer d'énormes avantages économiques », a estimé M. Ban.

En septembre, le Secrétaire général convoquera un Sommet sur le climat à New York pour préparer la voie à un accord juridiquement contraignant d'ici à 2015.

« Ce sont de grands défis et nous ne pouvons pas y faire face seuls », a insisté Ban Ki-moon, qui a souligné la capacité des jeunes, en particulier, à transformer le monde.

Centrafrique : l'ONU enquête sur un incident meurtrier impliquant des soldats tchadiens



Des résidents musulmans de Kaga Bandoro, en République centrafricaine, fuient vers le Tchad, escortés par des miliciens Séléka. Photo ONU/Emmanuelle Schneider

4 avril - Des experts des droits de l'homme au sein du Bureau intégré des Nations Unies en République centrafricaine (BINUCA) ont mené une enquête préliminaire sur un incident meurtrier ayant impliqué des soldats tchadiens fin mars, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

« Selon les conclusions préliminaires de l'équipe d'experts, environ 30 personnes ont été tuées à la suite de la fusillade et plus de 300 ont été grièvement blessés, y compris des enfants, des personnes handicapées, des femmes enceintes et des personnes âgées », a dit le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

L'équipe des droits de l'homme du BINUCA s'est rendue en début de semaine dans deux centres médicaux, l'Hôpital communautaire et l'Hôpital général, où la plupart des blessés sont traités. Elle s'est également rendue sur le site de la fusillade qui a eu lieu le 29 mars dans le quartier de PK 12, dans le nord de la capitale Bangui.

Selon les informations collectées, les soldats tchadiens qui se trouvaient dans un convoi composé de plusieurs véhicules militaires traversaient le quartier de PK 12. Plusieurs sources ont dit aux enquêteurs qu'elles pensaient que les Tchadiens venaient extraire des Tchadiens et d'autres habitants musulmans, afin de les protéger de nouvelles attaques par des milices chrétiennes anti-Balaka.

Dès que le convoi est arrivé dans la zone du marché à PK 12, les soldats auraient commencé à ouvrir le feu sur la population sans qu'il n'y ait eu de provocation. A ce moment de la journée, le marché était bondé. Alors que les gens s'enfuyaient dans toutes les directions, les soldats auraient continué à tirer aveuglément.

« Selon les informations récoltées par l'équipe de droits de l'homme jusqu'à maintenant, il semble que la force tchadienne a agi de manière totalement disproportionnée en tirant sur un marché rempli de civils non armés », a dit M. Colville.

Journée de la lutte antimines : l'ONU souhaite un rôle accru des femmes



Une femme dégage un obus de mortier lors d'une démonstration par le Service de lutte antimines des Nations Unies (UNMAS) à Mogadiscio, en Somalie.
Photo ONU/Tobin Jones

4 avril - A l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux dangers des mines et d'assistance à la lutte antimines qui est célébrée vendredi, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à prendre des mesures pour promouvoir davantage de femmes à des postes de responsabilité, soulignant leur rôle essentiel dans ce domaine.

« Je souhaite que des mesures plus énergiques soient prises pour que davantage de femmes soient associées à la lutte antimines à des échelons plus élevés. Les gouvernements doivent redoubler d'efforts pour tenir compte des femmes dans leurs programmes de lutte antimines et d'application de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel », a dit M. Ban dans un message.

Quinze ans après son entrée en vigueur, la Convention lie 161 États, et le Secrétaire général a demandé à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'y adhérer.

« Dans le monde entier, les femmes sont essentielles à l'action que nous menons pour détruire les mines terrestres et éviter leurs effets indiscriminés; elles montrent aux populations des zones minées comment se protéger, aident les victimes et participent au déminage et à l'élimination des engins explosifs », a-t-il ajouté.

« Les femmes peuvent contribuer à la réalisation des grands objectifs de l'action antimines, qui vise à ce que les gens soient en sécurité, puissent reconstruire leurs villages et se remettre à travailler la terre et cessent de vivre dans la peur. Les bénéfiques peuvent aussi être amplifiés par les femmes quand les enfants retournent à l'école, l'activité économique reprend, des vies sont sauvées et des moyens de subsistance préservés », encore dit M. Ban.

Les Nations Unies célèbrent cette année la Journée à travers des table-rondes, des projections de films et des expositions, dont l'exposition intitulée « Sweeper » au New Museum à New York.

Afghanistan : l'ONU condamne une attaque contre deux journalistes de l'agence de presse AP



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Jan Kubis.
Photo MANUA/Fardin Waezi

4 avril - La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a vivement condamné vendredi une attaque contre deux journalistes travaillant pour l'agence de presse Associated Press, tuant l'une d'elles et blessant l'autre.

Les deux journalistes – la photographe allemande Anja Niedringhaus et la journaliste canadienne Kathy Gannon - ont été la cible de tirs dans le district de Tani (province de Khost), dans l'est de l'Afghanistan, où elles couvraient les élections présidentielles et provinciales qui se dérouleront le 5 avril.

« Je suis indigné par cette attaque terroriste contre des civils », a déclaré le chef de la MANUA, Jan Kubis. « Les journalistes faisaient leur travail, informer le monde comment les citoyens afghans exercent leur droit à définir un avenir meilleur pour eux-mêmes, leurs enfants et leur pays. »

« Cette attaque est une perte énorme pour l'Afghanistan - les deux journalistes étaient très respectées et étaient connues pour leur professionnalisme, leur amour et appréciation du peuple afghan et leur dévouement à raconter l'histoire de l'Afghanistan », a-t-il ajouté.

La MANUA a présenté ses condoléances à la famille et aux collègues de Mme Niedringhaus et a souhaité un prompt rétablissement à Mme Gannon.

Selon l'agence AP, les deux journalistes ont été victimes d'une attaque délibérée.

Amos appelle à soutenir davantage le Liban face à la crise des réfugiés syriens



La chef de l'humanitaire de l'ONU, Valerie Amos (seconde à droite) rencontre des enfants réfugiés syriens dans le nord du Liban. Photo OCHA/Y. Martin

4 avril - A l'issue d'une visite au Liban, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires, Valerie Amos, a appelé vendredi à soutenir davantage la population libanaise qui éprouve des difficultés croissantes à faire face à l'afflux de réfugiés syriens.

Trois ans après le début du conflit en Syrie, le Liban accueille désormais un million de réfugiés syriens, dont environ la moitié sont des enfants, a souligné le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« L'impact sur le Liban est énorme et continue d'avoir un effet négatif sur le bien-être économique, politique et social du pays », a déclaré Mme Amos. « Nous devons faire plus pour soutenir le peuple et le gouvernement du Liban car ils ont du mal à répondre à la demande accrue en matière de santé, d'éducation, d'électricité, d'eau et d'assainissement. Nous ne devrions pas considérer leur générosité pour acquise ».

Mme Amos a rendu visite à des familles de réfugiés syriens à Wadi Khaled, dans la province d'Akkar, et dans le district de Minieh, près de Tripoli, au nord du Liban. Certaines communautés déjà vulnérables ont vu leur population doubler depuis le début de la crise en Syrie.

« Beaucoup de familles syriennes que j'ai rencontrées sont ici depuis plus de deux ans et ont de plus en plus de mal à faire face à cette situation », a déclaré Mme Amos. « J'ai parlé à des enfants dont les parents ne peuvent pas se permettre de payer pour qu'ils aillent à l'école. C'est un tel gaspillage. Une génération entière est en danger. »

Mme Amos a rencontré le Président libanais Michel Sleiman, le Premier ministre, Salam Tammam, et le Ministre des affaires étrangères, Gebran Bassile, pour discuter comment la communauté internationale peut continuer à soutenir le Liban.

Guinée-Bissau : le Conseil de sécurité appelle à des élections pacifiques le 13 avril



Vote au premier tour de l'élection présidentielle en Guinée-Bissau. Un coup d'Etat militaire a empêché l'organisation du second tour en avril 2012. Photo IRIN/John James

4 avril - Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est félicité du bon déroulement des préparatifs pour les élections présidentielle et législatives du 13 avril 2014 en Guinée-Bissau et a appelé tous les acteurs nationaux à faciliter la tenue d'élections pacifiques et crédibles.

Les élections qui ont été reportées à de nombreuses reprises sont considérées comme une étape cruciale vers le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau, après le coup d'Etat militaire d'avril 2012.

Dans une déclaration à la presse faite jeudi soir par la Présidente du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, Mme U. Joy OGWU (Nigéria), les membres du Conseil se sont félicités « de l'heureuse conclusion de l'opération d'inscription des électeurs » et ont noté que les financements et les préparatifs des élections étaient tout à fait dans les temps.

Ils ont condamné les épisodes de violence et d'intimidation politique qui ont frappé le pays, en particulier l'agression et l'enlèvement d'un membre du Parti du renouveau social. Ils ont exhorté « tous les acteurs nationaux à faciliter la tenue d'élections pacifiques et crédibles et à reconnaître les résultats des scrutins en tant qu'expression de la volonté du peuple bissau-guinéen, conformément au Code électoral national. Ils leur ont également demandé de s'abstenir de tout acte susceptible d'entraver le processus électoral. »

Le Conseil de sécurité également demandé de nouveau « à tous les services de sécurité de respecter l'ordre constitutionnel, y compris le processus électoral, et de se soumettre pleinement au contrôle des autorités civiles ». Il a exhorté tous les éléments de la classe politique et militaire « à ne pas tenter d'entraver ou d'infléchir le déroulement du scrutin et à s'abstenir de tout acte de violence ou d'intimidation à l'encontre de candidats. »

Les membres du Conseil de sécurité ont par ailleurs rappelé qu'ils étaient disposés à envisager « d'autres mesures si nécessaire, y compris des sanctions ciblées, contre les civils et les militaires qui sapent les efforts en cours pour rétablir l'ordre constitutionnel. »

Les membres du Conseil ont de nouveau demandé à toutes les parties prenantes de respecter la loi et les normes internationales pendant toute la période des élections et de la transition et ont noté que ce comportement contribuerait pour beaucoup à restaurer l'image publique et internationale de la Guinée-Bissau et à lever les restrictions internationales imposées aux activités d'assistance et de coopération.

Europe et Asie centrale : la FAO veut renforcer les petites exploitations agricoles



Un homme vend des pommes de terre au marché à Erevan, en Arménie. Photo FAO/Johan Spanner

4 avril - La Conférence régionale de la pour l'Europe et l'Asie centrale qui s'est tenue cette semaine à Bucarest, en Roumanie, a approuvé deux initiatives primordiales pour 2014-2015 : le renforcement des fermes familiales et des petites exploitations, et l'amélioration du commerce agroalimentaire et de l'intégration du commerce régional, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Parmi les autres domaines de travail figurent la lutte contre les ravageurs et les maladies des cultures et les risques liés à la sécurité sanitaire des aliments, la gestion des ressources naturelles, y compris des pêches et des forêts, l'adaptation au changement climatique et la conservation des ressources phyto et zoogénétiques.

Comment réduire le volume de nourriture perdue ou gaspillée tout au long de la filière « de la fourche à la fourchette » a été un thème essentiel de toute la semaine de la Conférence régionale.

La nécessité de créer « des chaînes de valeur inclusives et équitables » pour le commerce agroalimentaire dans la région a été abordée par la Commission européenne d'agriculture de la FAO, qui a tenu sa session de deux jours juste avant la Conférence régionale. La Commission a encouragé la FAO à dispenser des avis de politiques législatives en matière de coopératives et à renforcer les capacités des agriculteurs, entreprises de transformation, pouvoirs publics et autres acteurs.

La Commission a souligné la nécessité d'élaborer des politiques et stratégies sur la gestion des risques de sécheresse – au sein des pays et à l'échelle des bassins hydrographiques. Elle a attiré l'attention sur les fortes inégalités entre les sexes existant dans l'accès à la terre, aux ressources et aux services de vulgarisation, préconisant une formation ciblée sur les femmes travaillant dans le secteur agricole. Elle a du reste encouragé la FAO à collaborer avec les Etats membres pour améliorer la collecte de données ventilées par sexe.

Les enjeux futurs et le potentiel de l'agriculture familiale dans toute la région Europe-Asie centrale ont été mis en avant à plusieurs reprises par l'ensemble des participants à la Semaine de la Conférence régionale. Pour reprendre les propos du Directeur général de la FAO José Graziano da Silva, « nous devons miser sur des systèmes agricoles véritablement durables pouvant satisfaire les besoins alimentaires futurs de la planète. Et rien n'est plus proche du modèle de production vivrière durable que l'agriculture familiale ».

Par ailleurs, la Conférence a pris la décision de renforcer la présence de la FAO dans la région en ouvrant un bureau de représentation en Ouzbékistan.

La prochaine Conférence régionale pour l'Europe et l'Asie centrale aura lieu en 2016 en Turquie.